

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

27 juin 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

M. Christophe Genoud, vice-chancelier



# Sommaire

---

Genève internationale.....	5
Rapport d'activité de la solidarité internationale pour l'année 2011 et aides financières .....	5
Genève-Confédération .....	7
Convention-programme avec la Confédération en matière de revitalisation des eaux .....	7
Endiguement des cours d'eau : Genève appuie la position de Berne .....	7
Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière : signature de la convention-programme pour 2012-2015.....	8
Culture et commerce du chanvre : accord intercantonal .....	8
Région transfrontalière .....	9
Aide financière pour l'exploitation du téléphérique du Salève .....	9
Genève .....	10
Validation de l'élection au Conseil d'Etat de M. Pierre Maudet .....	10
Election complémentaire d'un-e membre du Conseil administratif en Ville de Genève .....	10
Conflit social chez Merck Serono : la chambre des relations collectives de travail est saisie.....	11
Initiative populaire sur le contrôle des entreprises : validation partielle et proposition d'un contreprojet...	11
Pour une organisation de voyages d'études pédagogiques .....	12
Modification de la loi sur la prostitution .....	12
Plainpalais : la Ville de Genève exerce son droit de préemption sur une parcelle.....	13
Faciliter la mobilité des personnes souffrant d'un handicap .....	13
Pas de privilège pour les véhicules des entreprises de sécurité .....	14
Projet de passerelle annexée au pont du Mont-Blanc : tenir compte de la navigation des bateaux de la CGN .....	14
Deuxième attribution de la part cantonale du bénéfice de la Loterie romande .....	14
Aide financière à la Fondation Health On the Net .....	15
La circulation de transit à Chancy mieux régulée .....	15
Adoption des plans généraux d'évacuation des eaux de Bellevue, Genthod et Pregny-Chambésy.....	16

Entrée en vigueur de lois .....	17
Agenda des invitations à la presse .....	18

# Genève internationale

## Rapport d'activité de la solidarité internationale pour l'année 2011 et aides financières

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil son rapport annuel sur la politique de la solidarité internationale. En 2011, le canton de Genève a attribué un montant de 15,1 millions de francs à des subventions de solidarité internationale. Le fonds de la solidarité internationale a permis de soutenir une centaine de projets concernant les droits humains et la promotion de la paix, l'éducation, la santé, l'environnement et l'aménagement du territoire. Des aides humanitaires d'urgence ont été attribuées pour soutenir les populations victimes de la famine dans la Corne de l'Afrique ainsi que les populations déplacées suite aux conflits dans le Nord de l'Afrique.

Dans le cadre de ses engagements, le canton de Genève a continué à faire de l'environnement un domaine d'action prioritaire : 1,148 million de francs a été donné aux projets visant la protection de l'environnement, les conséquences du changement climatique et la sécurité alimentaire.

Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a également reçu un montant de 3 millions de francs pour des projets en Géorgie et en Colombie.

Pendant l'année 2011, le gouvernement a poursuivi sa collaboration avec d'autres collectivités publiques aux échelons communal et fédéral. La promotion d'une politique de coopération au développement pertinente et la poursuite d'une aide humanitaire conséquente restent des objectifs majeurs pour le Conseil d'Etat, qui poursuit ses engagements afin de contribuer à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud.



Par ailleurs, le Conseil d'Etat a accordé 240'000 francs pour les années 2012 à 2014 à l'Entraide Protestante Suisse (EPER) afin de mettre en œuvre un projet agricole dans la région de Tahoua, l'une des plus pauvres du Niger. Ce projet est destiné à améliorer la sécurité alimentaire au Niger.

Les actions menées sur le terrain visent l'augmentation durable de la production agrosylvo-pastorale à travers la défense et la restauration des sols, le développement du maraîchage et la culture du *Moringa oleifera*, une plante reconnue pour ses valeurs nutritives et curatives.

La situation sécuritaire reste stable dans la région du projet qui n'est pas directement affectée par le conflit au Mali.

Le gouvernement a également décidé de renouveler son soutien au Réseau en Afrique francophone pour la télémédecine (RAFT). Un financement de 380'000 francs pour la période 2012 à 2014 sera octroyé pour permettre l'extension du réseau à de nouvelles structures de soins et le développement de services de télémédecine supplémentaires ainsi que l'évaluation des activités mises en œuvre.



Créé en 2001 et actif dans quinze pays d'Afrique, le RAFT propose de la formation continue par le télé-enseignement, l'accès à l'expertise médicale à distance et le déploiement d'outils diagnostiques avec une supervision à distance, qui s'adresse aux professionnels de la santé, en particulier ceux qui sont en situation d'isolement. Le RAFT est l'une des missions du service de cybersanté et de télémédecine des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) et un centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la santé.

Les principaux pays concernés par la demande sont le Cameroun, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, Madagascar et le Tchad.

Le Conseil d'Etat a aussi accordé 300'000 francs pour les années 2012 à 2014 à la Commission internationale de juristes (CIJ) pour mettre en place un projet qui porte sur la démocratisation de la justice au Guatemala, Honduras et El Salvador.



Le dossier est conçu pour renforcer la voix et les actions des juges, des avocats et des défenseurs des droits humains, accroître l'indépendance du pouvoir judiciaire et protéger les droits humains en Amérique Centrale.

Il s'agit de renforcer la portée du travail des personnes ciblées car celles-ci sont souvent entravées dans leurs actions par l'Etat et subissent la persécution d'acteurs non-étatiques tels que des groupes paramilitaires ou le crime organisé. La CIJ se propose donc de travailler sur le cadre juridique et institutionnel tout en veillant à aborder le problème de l'impunité.

Enfin, dans le cadre du Fonds cantonal de lutte contre la drogue, le Conseil d'Etat a accordé la somme de 273'000 francs à l'association Casa Alianza. Ce projet, soutenu par l'Etat de Genève depuis 2010, vise à améliorer la prise en charge des jeunes dépendant de la drogue et leur réintégration sociale.



L'association Casa Alianza a également pour objectif de consolider les actions de prévention et d'information auprès du public, tout en renforçant les capacités professionnelles de l'équipe thérapeutique du Nicaragua, ainsi que le travail en réseau.

*Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 40.*

# Genève-Confédération

---

## **Convention-programme avec la Confédération en matière de revitalisation des eaux**

Le Conseil d'Etat a approuvé la signature de la convention-programme avec la Confédération pour la revitalisation des eaux pour une durée de quatre ans (2012-2015).

Cette convention permet de financer, à hauteur de 419'000 francs par an, les tâches déléguées par la Confédération au canton de Genève pour soutenir ses projets de revitalisation.

Le soutien de la Confédération permettra de compléter le financement cantonal des travaux de renaturation prévus par exemple sur la Seymaz à pont Bochet, sur la Drize à l'aval de Troinex ou encore sur le Nant d'Avril à Satigny.

*Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Wisard, directeur du service de renaturation des cours d'eau, DIM, ☎ 022 546 74 50.*

---

## **Endiguement des cours d'eau : Genève appuie la position de Berne**

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation fédérale relative à une modification de la [loi fédérale sur la protection des eaux](#), qui interdit en principe d'endiguer ou de couvrir un cours d'eau, sauf exceptions.

La proposition de modification de cette loi prévoit la possibilité d'endiguer ou de corriger un cours d'eau si cela s'avère nécessaire pour aménager une décharge destinée à des matériaux d'excavation non pollués qui ne peut être réalisée qu'à l'emplacement prévu.

Le Conseil d'Etat n'est pas opposé à cette nouvelle disposition, qui ne devrait cependant être appliquée qu'à titre exceptionnel. Son application devra garantir le maintien des fonctions écologiques des cours d'eau et éviter les dangers d'inondations.

*Pour toute information complémentaire : Mme Irina Lopériol Garret-Flaudy, juriste, direction générale de l'eau, DIM, ☎ 022 388 64 12.*

---

## **Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière : signature de la convention-programme pour 2012-2015**

Le Conseil d'Etat a signé une convention-programme pour le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière couvrant la période 2012-2015, dans le cadre de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). Cette convention fixe des objectifs de création et de gestion du futur cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière, selon les dispositions fédérales de l'ordonnance en la matière entrée en vigueur en octobre 2009.

En Suisse, les propriétaires fonciers doivent respecter un certain nombre de lois, d'ordonnances et de règlements engendrant des limitations de l'usage de leur bien, appelées « restrictions de droit public à la propriété foncière », comme par exemple les plans d'affectation ou les distances par rapport à la forêt.

Le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière, dont la création est planifiée en 2014 et 2015, sera un instrument d'information précieux pour les propriétaires fonciers et les acteurs du marché de l'immobilier.

*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIM, ☎ 022 546 72 01.*

---

## **Culture et commerce du chanvre : accord intercantonal**

Le Conseil d'Etat a fixé l'entrée en vigueur, pour le canton de Genève, de l'accord intercantonal sur la culture et le commerce du chanvre et a approuvé le règlement y relatif. Cet accord porte sur l'adoption de mesures préventives d'ordre public imposables aux cultivateurs et commerçants, sous la forme d'un régime d'annonce (pour les cultivateurs) et d'autorisation (pour les commerçants).

Le concordat s'applique aux variétés de chanvre dont la culture et le commerce sont autorisés au sens du droit fédéral, c'est-à-dire les variétés présentant un taux de Tétrahydrocannabinol (THC) inférieur à 3%.

Le concordat apporte une harmonisation des normes et des pratiques, en fixant des exigences minimales concernant la culture et le commerce.

Son entrée en vigueur conduira ainsi à une meilleure vue d'ensemble de la gestion de ces problèmes et à mettre en place des mesures préventives, respectivement l'instauration d'un régime d'autorisation.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint DSPE, ☎ 022 327 92 11.*



## Région transfrontalière

---

### **Aide financière pour l'exploitation du téléphérique du Salève**

Le Conseil d'Etat a accordé un financement annuel de 260'000 francs pour les années 2013-2016 au Groupement local de coopération transfrontalière pour l'exploitation du téléphérique du Salève. L'Etat de Genève, propriétaire à 50% des installations du Téléphérique du Salève, poursuit ainsi l'aide financière octroyée depuis plusieurs années. Un montant équivalent est accordé par la partie française.

La structure juridique mise en place en 2006 – le Groupement local de coopération transfrontalière pour l'exploitation du téléphérique du Salève (GLCT TS), dont les membres sont l'Etat de Genève, Annemasse Agglo et la mairie de Monnetier-Mornex – a permis d'insuffler une nouvelle dynamique à cette installation. Le GLCT a confié le service d'exploitation à un délégataire chargé de faire fonctionner le téléphérique dans un cadre précis défini par l'assemblée du GLCT, composée d'élus franco-genevois. Cette assemblée valide chaque année un ambitieux plan d'actions marketing qui a eu un impact considérable au niveau de la fréquentation : celle-ci est passée de 107'000 usagers en 2007 à plus de 200'000 en 2011. Le restaurant « L'Horizon », installé dans la station d'arrivée, a ouvert ses portes en 2009.

L'aide financière accordée permettra au téléphérique du Salève de poursuivre sa mission de mobilité douce, pour préserver ce site qui fait partie du patrimoine naturel de notre région.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anna-Karina Kolb, directrice ad intérim du service des affaires extérieures, DARES, ☎ 022 327 90 60.*

# Genève

---

## **Validation de l'élection au Conseil d'Etat de M. Pierre Maudet**

Le Conseil d'Etat a validé l'élection du 17 juin 2012. En effet, par arrêt du 26 juin 2012, la Chambre administrative de la Cour de justice a rejeté le recours demandant l'annulation de l'élection complémentaire du 17 juin 2012.

La validation de l'élection par le Conseil d'Etat permettra au Grand Conseil d'assermenter M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat élu, ce vendredi 29 juin 2012.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

## **Election complémentaire d'un-e membre du Conseil administratif en Ville de Genève**

A la suite de l'élection de M. Pierre Maudet à la fonction de conseiller d'Etat, le gouvernement a fixé au dimanche 4 novembre 2012 la date de l'élection complémentaire d'un membre du Conseil administratif en Ville de Genève.

Le délai pour déposer des listes de candidatures au service des votations et élections est fixé au lundi 17 septembre 2012, avant midi.

Les modalités de l'élection et du dépouillement seront identiques à celles de l'élection de la Cour des comptes ; il sera notamment possible de voter par Internet.

Cette élection sera tacite si une seule candidature est déposée. Dans le cas contraire, les électrices et électeurs seront convoqués pour procéder à cette élection.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

### **Conflit social chez Merck Serono : la chambre des relations collectives de travail est saisie**

Le Conseil d'Etat a constaté avec regret et consternation le refus du groupe Merck Serono d'accepter la médiation de l'office cantonal de l'emploi dans le contexte du conflit social avec les employés de cette société. Estimant qu'il était impératif de renouer le dialogue autour d'éléments concrets du plan social – que le groupe n'a toujours pas communiqué en détail au département de la solidarité et de l'emploi – le Conseil d'Etat a décidé de saisir la Chambre des relations collectives de travail. Or la question du plan social est évidemment centrale vu l'importance extrême du nombre de licenciements envisagés et les souffrances qu'ils pourront entraîner pour plusieurs centaines de personnes.

Le groupe Merck Serono a refusé de participer à une médiation au sens de l'article 335 g, alinéa 3 du Code des obligations. En revanche, il ne pourra pas se soustraire à l'obligation de participer aux débats que conduira la Chambre des relations collectives de travail, comme le précise l'article 18, alinéa 1, de la loi concernant la Chambre des relations collectives de travail (LRCT) du 29 avril 1999.

*Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat chargé du département de la solidarité et de l'emploi, DSE, ☎ 022 546 54 00.*

---

### **Initiative populaire sur le contrôle des entreprises : validation partielle et proposition d'un contreprojet**

Le Conseil d'Etat a adopté son rapport à l'attention du Grand Conseil sur la recevabilité et la prise en considération de l'[initiative populaire 151 « Pour un renforcement du contrôle des entreprises. Contre la sous-enchère salariale »](#). Le gouvernement propose au parlement de procéder à la validation partielle de l'initiative et, pour la partie valide, de la rejeter et de lui opposer un contreprojet.

D'un point de vue juridique, l'IN 151 respecte l'unité de la matière, de la forme et du genre. En revanche, plusieurs dispositions de l'initiative ne sont pas conformes au droit supérieur et doivent être invalidées. En matière de surveillance des conditions de travail, la législation suisse prévoit en effet un dispositif paritaire (avec des représentants du patronat et des syndicats) ou étatique afin de garantir l'impartialité des contrôles. A l'inverse, l'initiative propose la création d'une « inspection des entreprises » composée exclusivement de représentants des travailleurs. Cette inspection des entreprises disposerait de compétences de contrôle dans de nombreux domaines (heures de travail, respect des usages, travailleurs détachés, lutte contre le travail au noir). Or, la délégation de tâches étatiques doit aussi respecter les droits fondamentaux et notamment les garanties générales de procédure. Celles-ci ne seraient pas respectées par cet organe au statut juridique incertain et à la composition unilatérale.

Les autres dispositions de l'initiative relatives au renforcement du rôle de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), à la publication de rapports (supplémentaires), à la prise en compte de règles statistiques et à d'autres dispositions procédurales sont conformes au droit fédéral. Le Conseil d'Etat propose donc au Grand Conseil d'invalidier les règles en lien avec l'inspection des entreprises et de valider les autres dispositions.

Sur le fond, l'IN 151 soulève des questions importantes et le Conseil d'Etat partage le souhait de renforcer la lutte contre les abus en matière de conditions de travail par des contrôles accrus. En revanche, les réponses qu'apporte l'initiative sont inadéquates. Ainsi, l'initiative néglige l'importance cruciale que doivent jouer les commissions paritaires pour contrôler les secteurs couverts par des conventions collectives (60% des employés du secteur privé). Au lieu de prévoir un renforcement de ces commissions, l'initiative veut leur substituer un organe monopartite qui pourrait aisément être entravé dans son action par des voies de recours.

Le défaut majeur de l'initiative est de faire fi des principes de paritarisme et de tripartisme sur lesquels repose le fonctionnement du marché du travail en Suisse. Ces principes assurent aux entreprises des garanties en matière d'égalité de traitement, de proportionnalité et d'équité qu'une « milice syndicale » telle que celle proposée ne saurait offrir.

De même, l'initiative rate une part importante de la cible, à savoir le volet du travail au noir. En effet, les cas les plus problématiques de sous-enchère salariale dénoncés au cours des dernières années sont souvent liés à des problématiques de travail au noir. Enfin, l'initiative prévoit un effectif de « 1 contrôleur pour 10'000 emplois ». Cette règle pourrait s'avérer contreproductive et restreindre la capacité de concentrer l'effort de contrôle sur les secteurs les plus sensibles.

Désireux toutefois de renforcer le dispositif de contrôle du marché du travail, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de rejeter l'IN 151 et de lui opposer un contreprojet visant d'une part à renforcer la collaboration entre l'OCIRT et les commissions paritaires, d'autre part à augmenter de manière ciblée les effectifs de l'OCIRT.

*Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.*

---

### **Pour une organisation de voyages d'études pédagogiques**

Le Conseil d'Etat, suite à l'agression perpétrée par trois élèves de l'enseignement secondaire II post-obligatoire lors d'un voyage d'études à Rome dans la nuit du 5 au 6 novembre 2010, a demandé à ce que soit menée une profonde réflexion sur les sorties scolaires. Ainsi, dès le 15 novembre 2010, un groupe de travail a été chargé de repenser les sorties scolaires pour la rentrée 2011.

Ce groupe de travail s'est prononcé en faveur du maintien des sorties scolaires, considérant notamment que l'école est un lieu d'acquisition des savoirs ouvert sur le monde et que les voyages d'études constituent une expérience éducative et pédagogique unique. Dès lors, l'enjeu consistait à minimiser les risques inhérents à toute activité extérieure.

Dans son rapport au Grand Conseil sur la [motion parlementaire](#) pour l'organisation de voyages d'études pédagogiques, le Conseil d'Etat décrit les révisions portées à la directive régissant ces voyages, le contrat-type présenté à l'élève qui souhaite y participer et le processus d'autorisation auquel est soumise toute sortie scolaire.

*Pour tout complément d'information : M. Pascal Edwards, directeur de la scolarité DGPO, ☎ 022 546 59 50.*

---

### **Modification de la loi sur la prostitution**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de modification de la loi sur la prostitution, afin de donner une base légale plus solide au fichier de la brigade des mœurs, qui a par ailleurs été réduit au strict nécessaire eu égard à la confidentialité recherchée par les personnes exerçant la prostitution et aux besoins de la police.

Le projet de loi maintient la transmission d'office des coordonnées des personnes qui se prostituent à l'administration fiscale et à l'office cantonal de la population, afin de permettre à ces administrations d'accomplir leurs missions légales.

En revanche, la transmission de coordonnées à l'Hospice général, à la caisse cantonale genevoise de chômage, à l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail et aux autres assurances sociales est désormais faite uniquement sur demande écrite et motivée.

Les modifications précitées ont reçu l'aval de la préposée à la protection des données et à la transparence.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 11.*

---

### **Plainpalais : la Ville de Genève exerce son droit de préemption sur une parcelle**

Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération de la Ville de Genève du 6 juin 2012 autorisant le Conseil administratif à exercer le droit de préemption de la Ville de Genève sur une parcelle située à Plainpalais, rue Micheli-du-Crest 18.

Le Conseil municipal de la Ville de Genève, dans sa séance du 6 juin 2012, a approuvé une délibération autorisant le Conseil administratif à exercer ce droit de préemption au prix de 3,373 millions de francs afin de permettre la construction de logements d'utilité publique. Cette délibération autorise également le Conseil administratif à recourir à la procédure d'expropriation, à défaut d'acceptation du prix précité par les parties liées à l'acte de vente. La délibération est munie de la clause d'urgence.

En application des articles 61 de la [Constitution](#) et 32 de la [loi sur l'administration des communes](#), l'urgence est approuvée en raison du court délai pour exercer le droit de préemption.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 40.*

---

### **Faciliter la mobilité des personnes souffrant d'un handicap**

Le Conseil d'Etat a répondu un courrier de l'association genevoise Club en fauteuil roulant qui l'informait des difficultés pratiques rencontrées en matière de conditions d'octroi, d'utilisation et de restitution des macarons de parking par les conducteurs et conductrices à mobilité réduite.

Sensible aux problèmes évoqués, le Conseil d'Etat organisera dans les plus brefs délais une réunion transversale regroupant les différents services et départements concernés de l'Etat, de même que la Fondation des parkings, afin d'aborder ces questions de nature à faciliter la mobilité des personnes souffrant d'un handicap.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.*

---

### **Pas de privilège pour les véhicules des entreprises de sécurité**

Répondant à une question écrite concernant le stationnement des véhicules d'entreprises de sécurité dans les rues piétonnes, et notamment dans les Rues-Basses, le Conseil d'Etat a clairement précisé que les entreprises précitées ne bénéficiaient d'aucun privilège et que des contrôles conjoints effectués par la gendarmerie et les agents de la police municipale avaient été ordonnés pour dénoncer les contrevenants.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 11.*

---

### **Projet de passerelle annexée au pont du Mont-Blanc : tenir compte de la navigation des bateaux de la CGN**

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du résultat du concours d'architecture mené par la Ville de Genève pour la passerelle piétons/cyclistes du pont du Mont-Blanc.

Il invite la Ville de Genève à approfondir le sujet, en collaboration avec le département de l'intérieur et de la mobilité et la Compagnie générale de navigation (CGN), afin de garantir, d'une part, la navigabilité des bateaux de la CGN dans la rade et, d'autre part, à maintenir les coûts des aménagements relatifs à la construction de cette passerelle le plus bas possible, tout en veillant à la sécurité de tous les usagers.

*Pour toute information complémentaire : M. Stefan Szeless, chef du service de la capitainerie cantonale, DIM, ☎ 022 388 55 01.*

---

### **Deuxième attribution de la part cantonale du bénéfice de la Loterie romande**

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition des bénéfices de la Loterie romande, lors de la deuxième de ses quatre séances annuelles. Ainsi, 130 institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un total de 4,983 millions de francs, dont 41,6% dévolus à la culture.

Comme à l'accoutumée, la liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution est publiée dans la Feuille d'avis officielle.

Les critères d'attribution et les modalités de traitement des demandes de dons peuvent être consultés sur le site [www.entraide.ch](http://www.entraide.ch).

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, président de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, DSE, ☎ 022 546 54 10.*

---

### Aide financière à la Fondation Health On the Net

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière de 150'000 francs pour l'année 2012 à la Fondation Health On the Net (HON), pour favoriser l'accès des citoyens à une information de santé de qualité sur Internet.

Créée à Genève en 1995, la Fondation HON réunit au sein de son conseil des experts mondiaux en matière de qualité des sources en ligne d'informations médicales et de santé. Ses activités permettent d'améliorer l'accès des internautes à des informations de santé pertinentes et fiables. Pour cela, la Fondation HON anime des portails d'accès aux sources en ligne dignes de confiance et assure la délivrance d'un label correspondant au respect du «HON Code», qui fixe les règles de bonne conduite en matière de publication d'informations sanitaires sur le web.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,  
☎ 022 546 50 00.*

---

### La circulation de transit à Chancy mieux régulée



Le Conseil d'Etat a répondu à la pétition P 1784 de l'Entente chancinoise demandant le délestage de la circulation automobile de transit transfrontalier à travers le village de Chancy. Il indique que, dès 2013, dans le cadre des travaux de renforcement du pont de Chancy, la mise en place d'une signalisation lumineuse introduisant la circulation alternée modifiera de manière définitive la gestion des flux de circulation. De plus, les effets de transit sur la route de Valleiry par le sud de Chancy pourront être limités grâce au projet de réalisation d'un demi-diffuseur orienté vers Genève sur l'autoroute A 40.

En matière de transports publics, des mesures sont envisagées pour améliorer la desserte ferroviaire à Pougny ou un meilleur rabattement vers la Plaine.

Pour ce qui est des mesures à plus court terme, le gouvernement est intervenu dans le cadre de l'adoption du plan directeur communal pour que la commune de Chancy initialise un groupe de travail avec les services concernés de l'Etat en vue de planifier les mesures à prendre.

Par ailleurs, il précise que les statistiques font état d'un nombre limité d'accidents sur le territoire de la commune, soit neuf cas d'importance entre 2007 et 2011, sans jamais impliquer un cycliste ou un piéton. Les vitesses de circulation pratiquées en localité par les véhicules motorisés sont globalement conformes à la législation en vigueur. En outre, la route de Bellegarde et la route de Chancy constituent une pénétrante du réseau routier cantonal, dont les flux en provenance de France sont trois à quatre fois plus faibles que sur les autres pénétrantes du canton.

*Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, direction générale de la mobilité, DIM,  
☎ 022 546 78 25.*

---

## Adoption des plans généraux d'évacuation des eaux de Bellevue, Genthod et Pregny-Chambésy



Le Conseil d'Etat a adopté les plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) des communes de Bellevue, Genthod et Pregny-Chambésy, trois communes qui ont réalisé leur plan général d'évacuation des eaux en groupement intercommunal.



Le plan général d'évacuation des eaux remplace les plans directeurs des égouts communaux datant du début des années 1980, devenus aujourd'hui obsolètes. Il constitue un outil communal de planification de l'assainissement des eaux, traitant de la gestion et de l'évacuation des eaux usées et pluviales, et fixe dans un plan d'actions l'ensemble des mesures à réaliser sur le territoire communal en matière d'assainissement des eaux pour les quinze à vingt prochaines années.

Avec les communes de [Gy](#), [Meinier](#) et [Presinge](#), dont le PGEE a déjà été adopté le 9 mai 2012, six des quarante-cinq communes du canton disposent désormais d'un tel outil.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a également adopté, le 2 mai dernier, le [premier plan régional d'évacuation des eaux \(PREE\) pour la région Allondon-Champagne](#), afin d'optimiser la coordination des actions d'assainissement des eaux dans ce secteur. Les PREE et PGEE coordonnent les mesures concrètes à réaliser d'ici les vingt prochaines années en matière d'évacuation des eaux usées et pluviales.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Bachmann, service de la planification de l'eau, DIM,  
☎ 022 546 74 26.*



## Entrée en vigueur de lois

---

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi suivante :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 23.09.2011 autorisant le Conseil d'Etat à adhérer au concordat latin sur la culture et le commerce du chanvre (I 2 27.0) (L10807)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 30 juin 2012 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*

## Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
5 juillet 18h00	Inauguration de l'exposition « Regards sur nos rivières »	Espace SIG du pont de la Machine, Genève	DIM	Leyla Caragnano Rosatti ☎ 022 546 76 14